

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RÉUNION DU 02 juillet 2015

L'an deux mille quinze, le deux juillet deux mille quinze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 25 juin 2015, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

La séance a commencé à 19h00.

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis il a soumis le compte rendu de la séance du 28 mai 2015 à l'approbation du conseil municipal. Madame Florence PARVY fait remarquer que le compte rendu de la dernière délibération, n° 15, est incomplet, ce qui devra être corrigé.

Pour information, la délibération exécutoire, elle, est complète.

Mme Nathalie BRITES présente une analyse des besoins sociaux de la Ville de Sassenage.

Mme Béatrice HEMARD et Mme Gaëlle BUREL arrivent en séance à 19h10 et 19h20.

La présentation des questions à l'ordre du jour commence.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - Mme Gaëlle BUREL - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Séverin BATFROI à M. Jérôme MERLE - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. Yannick BELLE à Mme Florence PARVY - Mme Véronique FERRAZZI à M. Pierre-Emmanuel CHAUVET

Absent(s) excusés :

Absent(s) : M. Jérôme GIACHINO

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	28
Nombre de votants	:	32

M. Michel BARRIONUEVO fait remarquer qu'il y a eu 3 démissions en 15 mois.

M. le Maire répond que c'est normal qu'il y ait des démissions. L'engagement est très lourd et la gestion devient difficile. Il y a la vie professionnelle et familiale qu'il faut respecter.

**1- DGS – ADMINISTRATION GENERALE –
ENTREE AU CONSEIL MUNICIPAL DE MADAME AMANDINE AIMONE CHENEVAY ET
DE MONSIEUR DAVID BUISSON SUITE A LA DEMISSION DE MADAME FLORENCE
FECHOZ-CHRISTOPHE ET DE MONSIEUR PHILIPPE EVRARD**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-4 du Code général des collectivités territoriales et l'article L.270 du Code électoral ;

CONSIDERANT que Monsieur Philippe EVRARD, par courrier en date du 19 mai 2015, a donné sa démission de conseiller municipal de la Ville de Sassenage et que cette décision a été transmise au Préfet de l'Isère ;

CONSIDERANT que Madame Florence FECHOZ-CHRISTOPHE, par courrier en date du 30 avril 2015, a donné sa démission de conseillère municipale de la Ville de Sassenage et que cette décision a été transmise au Préfet de l'Isère ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à leur remplacement par les candidats immédiatement placés après le dernier élu de la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout » ;

INDIQUE que Monsieur David BUISSON, candidat suivant sur la liste, a été contacté et a officiellement accepté les missions de conseiller municipal ;

INDIQUE que Madame Amandine AIMONE CHENEVAY, candidate suivante sur la liste, a été contactée et a officiellement accepté les missions de conseillère municipale ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE de l'arrivée de Monsieur David BUISSON, né le 31 août 1988 à Chambéry (France), demeurant à Saint-Egrève (38120), candidat immédiatement placé après le dernier conseiller élu sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouveau conseiller municipal ;

DE PRENDRE ACTE de l'arrivée de Madame Amandine AIMONE CHENEVAY, née le 23 mars 1980 à Saint-Martin d'Hères (France), demeurant à Sassenage (38360), candidate immédiatement placée après le dernier élu sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouvelle conseillère municipale.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE de l'arrivée de Monsieur David BUISSON, né le 31 août 1988 à Chambéry (France), demeurant à Saint-Egrève (38120), candidat immédiatement placé après le dernier conseiller élu sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouveau conseiller municipal ;

DE PRENDRE ACTE de l'arrivée de Madame Amandine AIMONE CHENEVAY, née le 23 mars 1980 à Saint-Martin d'Hères (France), demeurant à Sassenage (38360), candidate immédiatement placée après le dernier élu sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouvelle conseillère municipale.

Mme Amandine AIMONE CHENEVAY quitte la séance à 19h25 et laisse un pouvoir à Mme Nathalie BRITES.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - Mme Gaëlle BUREL - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI à M. Jérôme MERLE - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. Yannick BELLE à Mme Florence PARVY - Mme Véronique FERRAZZI à M. Pierre-Emmanuel CHAUVET

Absent(s) excusés : M. Jérôme GIACHINO

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	27
Nombre de votants	:	32

2 - DGS – ADMINISTRATION GENERALE - ELECTION D'UN 9^{ème} ADJOINT AU MAIRE ET MODIFICATION DE L'ORDRE DU TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL SUITE A LA DEMISSION DE LA 8^{ème} ADJOINTE AU MAIRE

Christian COIGNÉ,

VU les dispositions des articles L. 2122-4 et L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales stipulant que :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus ».

VU la délibération en date du 26 mai 2014 concernant le passage de 7 à 9 adjoints au Maire pour la Ville de Sassenage ;

VU la délibération du 02 juillet 2015 prenant acte de la démission de Madame Florence FECHOZ-CHRISTOPHE de son mandat de conseillère municipale ;

CONSIDERANT que le Préfet en a été informé et a accepté cette démission en vertu de l'article L. 2122-15 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT qu'en application du code général des collectivités territoriales, le 9^{ème} adjoint devient automatiquement 8^{ème} adjoint au Maire dans l'ordre du tableau suite à cette démission, si le conseil municipal n'en décide pas autrement ;

ETANT PRECISE que Monsieur Christian COIGNÉ a invité le conseil municipal à procéder à l'élection d'un nouveau 9^{ème} adjoint en remplacement de Monsieur Daniel D'OLIVIER QUINTAS qui deviendra 8^{ème} adjoint au Maire dans l'ordre du tableau ;

- Liste des candidats :

Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER

Après avoir recueilli la liste des candidats proposée, le Maire fait procéder au vote à *bulletin secret*. Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, remet son bulletin de vote dans une urne.

Au moment du dépouillement, M. Michel BARRIONUEVO regrette que l'application de l'article L. 2122-7-2 du code général des collectivités territoriales stipulant que l'écart entre le nombre de candidats de chaque sexe au poste d'adjoint ne peut être supérieur à 1, ne soit pas ici respecté.

M. Christian COIGNÉ répond que cette nomination répond à la volonté d'assumer des fonctions et de réorganiser l'ensemble des délégations, la délégation de l'urbanisme n'ayant pas de titulaire. Le maire souhaitait donner à M. Serrailier cette responsabilité. Avant tout, les responsabilités doivent être réparties en fonction des besoins.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

- Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 32
- A déduire, bulletins nuls énumérés à l'article L.66 du Code électoral : 0
- Reste pour le nombre des suffrages exprimés : 32
- Majorité absolue : 17

Ont obtenu :

- Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER: 25 voix.

Le candidat Jean-Pierre SERRAILLIER ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il devient 9^{ème} adjoint au Maire de la Ville de Sassenage.

Daniel D'OLIVIER QUINTAS, adjoint à la tranquillité publique, la prévention et la sécurité, devient le 8^{ème} adjoint au Maire dans l'ordre du tableau du conseil municipal.

Le nouveau tableau du conseil municipal sera transmis aux services de la Préfecture de l'Isère.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT CINQ voix POUR,**

DECIDE,

Le candidat Jean-Pierre SERRAILLIER ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il devient 9^{ème} adjoint au Maire de la Ville de Sassenage.

Daniel D'OLIVIER QUINTAS, adjoint à la tranquillité publique, la prévention et la sécurité, devient le 8^{ème} adjoint au Maire dans l'ordre du tableau du conseil municipal.

Le nouveau tableau du conseil municipal sera transmis aux services de la Préfecture de l'Isère.

**3 - DGS – ADMINISTRATION GENERALE – DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE
LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA RIVE GAUCHE DU DRAC
(SIRD)**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.5211-6 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que, dans un établissement public de coopération intercommunale, les délégués désignés pour former l'organe délibérant de l'établissement public sont élus au sein du conseil municipal de la commune qu'ils représentent ;

VU les délibérations du conseil municipal du 15 avril et du 25 septembre 2014 ;

CONSIDERANT les démissions de leurs mandats de conseillers municipaux de Madame Florence FECHOZ - CHRISTOPHE et de Monsieur Philippe EVRARD;

RAPPELLE que Madame Florence FECHOZ - CHRISTOPHE et Monsieur Philippe EVRARD étaient délégués de la commune auprès du Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du DRAC (SIRD) ;

PRECISE que les délégués sont appelés à siéger au sein de commissions dévolues à chacune des compétences du SIRD ;

PRECISE que Madame Florence FECHOZ - CHRISTOPHE siégeait à la commission « insertion et emploi », et Monsieur Philippe EVRARD à la commission « concertation et réflexion sur les aménagements, équipements ou projets spécifiques de la rive gauche du Drac » ;

INDIQUE qu'il convient donc de procéder à l'élection de deux nouveaux délégués ;

RAPPELLE que l'élection a lieu à mains levées, à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

PROCEDE à l'appel de candidature :

- Monsieur Christian COIGNÉ
- Madame Nathalie BRITES

Le Maire fait procéder au vote à mains levées.

Ont obtenu :

- Monsieur COIGNÉ 26 voix
- Madame BRITES 26 voix

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que les membres délégués pour siéger au SIRD suite aux démissions de Madame Florence FECHOZ - CHRISTOPHE et de Monsieur Philippe EVRARD sont désormais les suivants :

COMPETENCE :	NOM :
concertation et réflexion sur les aménagements, équipements ou projets spécifiques de la rive gauche du Drac	Christian COIGNÉ
Insertion et emploi	Nathalie BRITES

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ABROGER toutes les délibérations antérieures relatives au même objet,

DE DIRE que les membres délégués pour siéger au SIRD suite aux démissions de Madame Florence FECHOZ - CHRISTOPHE et de Monsieur Philippe EVRARD sont désormais les suivants :

COMPETENCE :	NOM :
concertation et réflexion sur les aménagements, équipements ou projets spécifiques de la rive gauche du Drac	Christian COIGNÉ
Insertion et emploi	Nathalie BRITES

4 - DGASR - DESAFFILIATION DE GRENOBLE ALPES METROPOLE DU CENTRE DE GESTION DE L'ISERE (CDG 38) - DROIT A OPPOSITION DE LA COMMUNE DE SASSENAGE
--

Jérôme MERLE,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 15 ;

VU le décret 85-643 du 26 juin 1985 et notamment son article 31 ;

VU la délibération du 19 décembre 2014 du Conseil Communautaire de Grenoble Alpes Métropole autorisant le Président à solliciter sa désaffiliation du Centre de Gestion de l'Isère (CDG 38) ;

VU le courrier du 26 mai 2015 du Président du CDG38, sollicitant l'avis du conseil sur la désaffiliation de Grenoble Alpes Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

RAPPELLE que le CDG 38 est un établissement public administratif dirigé par des élus des collectivités au service de tous les employeurs territoriaux de l'Isère fondé sur un principe de mutualisation des moyens. Il promeut une application uniforme du statut pour plus de 15 000 agents auprès de plus de 770 collectivités. Il accompagne les élus au quotidien dans leurs responsabilités d'employeur.

Les collectivités de moins de 350 agents sont obligatoirement affiliées au CDG38.

Par délibération du 19 décembre 2014, le conseil communautaire de Grenoble Alpes Métropole a autorisé son Président à solliciter la désaffiliation du CDG38 à effet du 1^{er} janvier 2016, au motif que dans le contexte de la loi Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Aménagement des Métropoles du 27 janvier 2014, la Métropole souhaite désormais se doter d'outils et de moyens pour mettre en place une politique des ressources humaines ambitieuse et cohérente, qui intègre toutes les dimensions de la vie professionnelle des agents ;

INDIQUE que pour le CDG38, cette désaffiliation appellerait une mise en adéquation de ses ressources et de ses modalités d'intervention, principalement dans les domaines suivants : conseil statutaire et CAP d'une part, santé et sécurité au travail d'autre part ;

PRECISE que la loi du 26 janvier 1984 prévoit dans son article 15, que dans un délai de 2 mois à compter de la réception du courrier du président du CDG auprès des collectivités affiliées les

informant d'une demande de désaffiliation, les dites collectivités peuvent faire opposition à cette demande, par les deux tiers des collectivités et établissements déjà affiliés représentant au moins les trois quarts des fonctionnaires concernés, ou par les trois quarts de ces collectivités et établissements représentant au moins les deux tiers des fonctionnaires concernés ;

CONSIDERANT que l'objectif affiché par Grenoble Alpes Métropole est d'apporter, en interne, dès le 1^{er} janvier 2016, un service complet de suivi de carrière des agents, des actions de prévention, de suivi des conditions de sécurité au travail ainsi qu'une réponse rapide aux questions des agents ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, il n'existe toujours pas d'organigramme des services métropolitains sur la base des effectifs existants, ni d'analyse dédiée qui permettrait d'évaluer les moyens actuels et les besoins au niveau des ressources humaines pour assurer ce service ;

CONSIDERANT que les transferts de personnel des communes vers la Métropole ne sont pas encore connus, ni évalués par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, les conséquences organisationnelles et financières de la désaffiliation proposées par Grenoble Alpes Métropole, à la fois sur son budget et par incidence, sur les budgets communaux, n'ont pas été clairement identifiées, ni évaluées ;

CONSIDERANT qu'il est plus que jamais nécessaire de privilégier et maintenir le développement de principes de solidarité et de mutualisation de moyens entre les collectivités, et que le fonctionnement du CDG38 est basé sur ces principes ;

CONSIDERANT également l'intérêt que peut représenter l'externalisation des procédures disciplinaires au niveau du CDG38 qui n'est pas, à la différence de la collectivité employeur, « juge et partie » ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DESAPPROUVER, en l'état, cette demande de désaffiliation.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE DESAPPROUVER, en l'état, cette demande de désaffiliation.

5 - DGASR – TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE

Jeannine ANTOINE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2333-2 à L.2333-5 et L5212-24 ;

VU l'article 23 de la loi NOME n° 2010-1488 du 31 décembre 2010, portant Nouvelle Organisation du marché de l'Electricité, et substituant à la Taxe Locale d'Electricité, une nouvelle taxe appelée TCFE, Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité ;

VU la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 pour 2014 ;

VU les délibérations du conseil municipal du 20 novembre 2008 et du 27 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 pour 2014 a modifié les dispositions relatives à la taxe finale d'électricité concernant les coefficients applicables à la part communale ;

INDIQUE que les communes sont tenues désormais de choisir un coefficient unique parmi les valeurs suivantes : 0 ou 2 ou 4 ou 6 ou 8 ou 8,5. Les tarifs de la TCFE seront par ailleurs actualisés automatiquement chaque année ;

RAPPELLE que le coefficient communal actuel est de 8,12 ;

PROPOSE au conseil municipal :

- De fixer le coefficient multiplicateur de la part communale de la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité à 8,5 ;
- De transmettre cette délibération au comptable public assignataire ;
- De notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu'au Pôle de Fiscalité Directe Locale qui se chargera d'être l'interface avec les redevables de cette taxe.
- De verser les crédits des produits obtenus par cette taxe sur le compte FIN/7351/ONV

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA -**

* **SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

- **DE FIXER** le coefficient multiplicateur de la part communale de la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité à 8,5 ;
- **DE TRANSMETTRE** cette délibération au comptable public assignataire ;
- **DE NOTIFIER** cette décision aux services préfectoraux ainsi qu'au Pôle de Fiscalité Directe Locale qui se chargera d'être l'interface avec les redevables de cette taxe.
- **DE VERSER** les crédits des produits obtenus par cette taxe sur le compte FIN/7351/ONV

6 - DGASR - POLE FINANCES ET PROGRAMMATION – DECISION MODIFICATIVE N° 2015 - 01 - BUDGET PRINCIPAL

Jérôme MERLE,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 2 juillet 2015 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2015-01 ci-dessous, pour le budget principal :

SYNTHESE DECISION MODIFICATIVE N°1- BUDGET PRINCIPAL 2015		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
FIN/739115/ONV/01	6 000.00 €	
CULT/6135/313	431.00 €	
BEBE/6135/64	431.00 €	
ENF/6135/421	431.00 €	
JEUNE/6135/421	431.00 €	
SPORT/6135/40	431.00 €	
MEDIA/6135/321	431.00 €	
VA/6135/312	431.00 €	
MUSIQ/6135/311	431.00 €	
SCOL/6135/213	431.00 €	

FIN/6718/020	-9 879.00 €	
ESP-ENV/61523/830	8 346.00 €	
ESP-ENV/65738/830	-8 346.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
BETVOI/204152/822	3 200.00 €	
BETVOI/2031/822	-3 200.00 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €
TOTAL GENERAL	0.00 €	0.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA -

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2015-01 ci-dessous, pour le budget principal :

SYNTHESE DECISION MODIFICATIVE N°1- BUDGET PRINCIPAL 2015		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
FIN/739115/ONV/01	6 000.00 €	
CULT/6135/313	431.00 €	
BEBE/6135/64	431.00 €	
ENF/6135/421	431.00 €	
JEUNE/6135/421	431.00 €	
SPORT/6135/40	431.00 €	
MEDIA/6135/321	431.00 €	

VA/6135/312	431.00 €	
MUSIQ/6135/311	431.00 €	
SCOL/6135/213	431.00 €	
FIN/6718/020	-9 879.00 €	
ESP-ENV/61523/830	8 346.00 €	
ESP-ENV/65738/830	-8 346.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
BETVOI/204152/822	3 200.00 €	
BETVOI/2031/822	-3 200.00 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €
TOTAL GENERAL	0.00 €	0.00 €

<p align="center">7 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – CREATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 17 juin 2015 ;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal 1^{ère} classe
- 1 poste à temps complet de rédacteur principal 1^{ère} classe

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants :

- 1 poste à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (30 h/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (33 h 21 mn/semaine) d'adjoint technique principal 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe
- 1 poste à temps non complet (28 h/semaine) de rédacteur
- 1 poste à temps complet de rédacteur
- 1 poste à temps complet d'attaché principal

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

<p>8 - DGASR – POLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPETENCES – SUPPRESSION DE POSTE POUR LICENCIEMENT ECONOMIQUE</p>

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 17 juin 2015, relatif au point mis à l'ordre du jour indiqué sur la convocation en date du 2 juin 2015, des membres élus au CT ;

INDIQUE la nécessité de supprimer le poste budgétaire de technicien territorial à temps complet dans le cadre d'un licenciement économique concernant le poste de responsable opérationnel en charge du développement durable et de l'efficacité énergétique. Les orientations politiques relatives au développement durable de ce mandat s'organiseront en diffus au sein des services. Par ailleurs, l'agent contractuel concerné, est dans une démarche de reconversion professionnelle.

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la suppression du poste budgétaire de technicien territorial à temps complet, à compter du 1^{er} septembre 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la suppression du poste budgétaire de technicien territorial à temps complet, à compter du 1^{er} septembre 2015.

9 - DAE – POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX – ADHESION AU SEDI ET TRANSFERT DE COMPETENCE

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-31 ;

VU la loi n°2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;

CONSIDÉRANT l'aide que peut apporter le SEDI pour la réalisation des projets d'éclairage public sous maîtrise d'ouvrage communale (rénovation, construction, et mise en valeur notamment) ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, il est prévu un transfert de compétence de la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral de l'Isère n° 2014363-0016 permet au SEDI de continuer à proposer aux collectivités qui le souhaitent des conseils et des aides financières pour la réalisation des projets d'éclairage public ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER son adhésion au Syndicat des Energies du Département de l'Isère et de désigner :

M. Amédée MATRAIRE, en tant que délégué titulaire

M. Dominique IZZO, en tant que délégué suppléant

DE TRANSFERER la compétence « études générales, mission de réflexion et de prospective » dans les domaines connexes à la distribution d'énergie en matière d'éclairage public ;

DE RENDRE effectif le transfert de compétences à compter de la notification de l'arrêté préfectoral sus-visé d'extension du périmètre du SEDI incluant la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique**

IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA -

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE SOLLICITER son adhésion au Syndicat des Energies du Département de l'Isère et de désigner :

M. Amédée MATRAIRE, en tant que délégué titulaire

M. Dominique IZZO, en tant que délégué suppléant

10 - DAE – POLE ACHATS ET MOYENS GENERAUX - SUBVENTION SOLLICITEE AUPRES DE L'ETAT AU TITRE DE LA DETR (DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX) – CREATION DE VESTIAIRES / COMPLEXE VIEUX - MELCHIOR

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2334-32 à L 2334-39 et R. 2334-19 à R. 2334-31-1,

VU l'arrêté du 12 mars 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation d'équipement des territoires des communes,

VU la délibération en date du 22 janvier 2015,

VU la délibération en date du 28 mai 2015,

VU la Commission d'appels d'offres en date du 21 mai 2015,

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour le dossier de demande de subvention déposé le 22 janvier 2015 selon le plan de financement ci-dessous,

Financement	Montant de la subvention (HT)	Date d'attribution	Taux
FAFA	30 000	03/2014	
ETAT (DETR)	113 490		20%
Conseil départemental	113 490		20%*
Total des subventions publiques	256 980		
Autofinancement	310 470		
TOTAL	567 450		100%

* Ce % est susceptible de passer à 30 % en attente de la notification de la décision du Conseil Départemental.

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents afférents.

<p>11 - DAE – POLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITE – CONVENTION ENTRE GRDF ET LA VILLE DE SASSENAGE AYANT POUR OBJET L'INSTALLATION ET L'HEBERGEMENT D'EQUIPEMENT DE TELERELEVÉ EN HAUTEUR</p>
--

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;

VU la demande en date du 06 janvier 2015, par laquelle GrDF demande à la ville de Sassenage la mise à disposition d'emplacement sur les bâtiments communaux, devant servir à accueillir des équipements techniques afin de permettre l'installation de compteurs individuels « communicants » et ainsi le relevé à distance des consommations de gaz naturel ;

VU le projet de convention proposé ayant pour objet de définir les conditions générales de mise à disposition au profit de GrDF d'emplacements, situés sur les immeubles ou sur les autres propriétés de l'hébergeur, qui serviront à accueillir les équipements techniques ;

CONSIDÉRANT que le projet de GrDF présenté ce jour, s'inscrit parfaitement dans le contexte européen (Directive sur l'efficacité énergétique du 25 octobre 2012) et sur le plan national avec le débat sur la transition énergétique où la maîtrise de la demande énergétique devient un enjeu majeur ;

CONSIDÉRANT que GrDF gère en France le réseau de distribution du gaz naturel qui regroupe l'ensemble des canalisations assurant l'acheminement du gaz naturel vers les consommateurs ;

CONSIDÉRANT que la maîtrise de l'énergie et l'ensemble des questions liées à la précarité énergétique sont devenus, depuis les Grenelles 1 et 2, des questions fondamentales pour l'ensemble des acteurs publics et privés et autres consommateurs ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre des activités de comptage exercées en application de l'article L. 432-8 du code de l'énergie, GrDF a engagé un projet de modernisation de son système de comptage du gaz naturel, visant à mettre en place un nouveau système de comptage automatisé permettant le relevé à distance des consommations des consommateurs particuliers et professionnels. Il s'agit du projet « Compteurs Communicants Gaz » ;

CONSIDÉRANT que la Ville de Sassenage a décidé de soutenir la démarche en hébergeant des équipements de télérelève sur 4 sites. L'hébergement est consenti moyennant une redevance annuelle de 50 € HT par site ;

CONSIDÉRANT que les bâtiments proposés feront l'objet d'une étude technique permettant à GrDF de n'utiliser que les emplacements strictement nécessaires au fonctionnement de son projet ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le projet de convention entre GrDF et la Ville de Sassenage, permettant l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève en hauteur, annexé à la présente délibération ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER le projet de convention entre GrDF et la Ville de Sassenage, permettant l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève en hauteur, annexé à la présente délibération ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention.

<p align="center">12 - DAE - POLE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - RESILIATION DE LA CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC VINCI IMMOBILIER RESIDENTIEL</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU le Code de l'urbanisme en ses articles L.332-11-3 et suivants et ses articles R.332-25-1 à R.332-25-3 ;

VU la convention de projet urbain partenarial et ses annexes ratifiée le 3 avril 2014 avec la société Vinci Immobilier résidentiel (VIR) et la Ville de Sassenage ;

VU le courrier adressé par la société VIR en date du 15 juin 2015 ;

RAPPELLE les termes de la délibération du conseil municipal en date du 20 Février 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer la convention de projet urbain partenarial avec la société VIR en vue de la réalisation de 199 logements sur un tènement situé en zone 1AUc au lieu dit « Les Côtes » au PLU de Sassenage approuvé ;

RAPPELLE qu'à cet effet il avait été mis conventionnellement à la charge de l'aménageur sur le fondement d'une étude de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG) la partie proportionnelle du coût des équipements publics nécessaires à la réalisation de cette opération, à savoir l'agrandissement du groupe scolaire Rivoire de la Dame, la création d'un plateau multisports et d'un cheminement pour les modes doux le long de la rue Pierre Dalloz ;

INDIQUE que la convention sus-visée a été signée par les parties le 3 avril 2014 ;

Par la suite, le permis de construire relatif à l'opération immobilière VIR a été refusé le 15 avril 2014 au motif d'incomplétude du dossier d'autorisation de défrichement ;

VIR a renoncé au projet comme en atteste leur courrier en date du 15 juin 2015, par lequel il est demandé à la Ville de Sassenage la résiliation de ladite convention.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document utile à la résiliation de la convention conclue le 3 avril 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document utile à la résiliation de la convention conclue le 3 avril 2014.

13 - DGASP – POLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION - SERVICE SCOLAIRE / SERVICE ENFANCE/PERISCOLAIRE - TRANSPORTS ECOLES/CENTRES DE LOISIRS

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-19 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

VU le décret n°2013-707 du 2 août 2013 relatif au projet éducatif territorial et portant expérimentation relative à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre ;

VU le décret n°2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires ;

VU la délibération du 3 juillet 2014 créant une nouvelle tranche de quotient familial et une nouvelle tarification du taux de l'heure d'accueil ;

CONSIDERANT les baisses de subvention et le contexte économique qui obligent les communes à reconsidérer leurs actions en faveur du plus grand nombre d'usagers et de leur famille ;

CONSIDERANT la mise en place d'un transport entre les différentes écoles et les centres de loisirs organisés par la Ville pour les enfants inscrits aux centres de loisirs, le mercredi après-midi ;

CONSIDERANT le coût important de ce transport et le nombre minime d'enfants concernés, Il est proposé de supprimer cette navette ;

SOULIGNE que les parents pourront inscrire leurs enfants à la garderie périscolaire mise en place le mercredi matin de 7 h 30 à 8 h 30 avant la classe et après la classe de 11h30 à 12h30 ;

PRECISE que les enfants inscrits aux différents centres de loisirs de la Ville le mercredi après-midi n'auront plus la possibilité de déjeuner sur place (repas tiré du sac) ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE SUPPRIMER la navette des bus qui prenait en charge les enfants inscrits sur les différents centres de loisirs organisés par la Ville entre les écoles et les centres, le mercredi après-midi ;

DE SUPPRIMER la possibilité aux enfants inscrits sur les différents centres de loisirs organisés par la Ville de déjeuner sur le temps de garderie du mercredi midi.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI**

CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE SUPPRIMER la navette des bus qui prenait en charge les enfants inscrits sur les différents centres de loisirs organisés par la Ville entre les écoles et les centres, le mercredi après-midi ;

DE SUPPRIMER la possibilité aux enfants inscrits sur les différents centres de loisirs organisés par la Ville de déjeuner sur le temps de garderie du mercredi midi.

<p>14 - DGASP - POLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CLASSES D'INTEGRATION SPECIALISEES</p>

Gaëlle BUREL,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire n° 2009-087 du 17 juillet 2009, parue au BO n°31 du 27 août 2009, sur la scolarisation des élèves handicapés à l'école primaire ; actualisation de l'organisation des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) ;

CONSIDERANT que la ville de Fontaine sollicite auprès des communes une participation financière pour les enfants domiciliés hors Fontaine qu'elle accueille dans les Classes d'Intégration Spécialisées (CLIS) ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2013-2014, quatre enfants sassenageois étaient scolarisés dans deux écoles sur Fontaine ;

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage pour un enfant s'élève à 1021,81€, soit pour 4 enfants à 4087,24€ ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 4087.24 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2013-2014, pour quatre enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 4087.24 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2013-2014, pour quatre enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

15 - DGASP - POLE VIE DE LA CITE – TARIFS DES ACTIVITES DU CENTRE ASSOCIATIF POUR LA SAISON 2015 / 2016 ET MODIFICATION DU REGLEMENT

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération du 3 juillet 2014 modifiant la grille des quotients familiaux.

PROPOSE à compter du 1^{er} septembre 2015 et pour la saison 2015-2016, d'appliquer les tarifs des activités du centre associatif sans augmentation, selon le tableau ci-après ;

Quotient	< 610	611 à 762	763 à 915	916 à 1200	1201 à 1500	1501 à 2000	>2000	Extérieurs
Activités								
Sportives	115€	130€	145€	160€	175€	190€	228€	421.10€
dynamic gym	64.70€	73.10€	81.60€	90€	98.40€	106.80€	128.20€	237.50€
Culturelles	122.20€	138.20€	154€	170€	185.90€	201.85€	242.20€	447.40€
Enfants	104.30€	117.90€	131.40€	145€	158.65€	172.20€	206.65€	382.40€
cours sup.	57.50€	65.05€	72.50€	80€	87.50€	94.95€	113.95€	211.20€

Pour les activités multimédia et artistiques il est proposé des ateliers à la séance de 2 h :

- Initiation logiciel spécifique ;
- Atelier « djumbé, xylophones africains, slam », couture, modélisme, patine et façonnage poterie.

Quotient	< 610	611 à 762	763 à 915	916 à 1200	1201 à 1500	1501 à 2000	> 2000	Extérieurs
Atelier à la séance de 2h	10.80 €	12.20 €	13.70 €	15 €	16.45 €	17.80 €	21.40 €	25.70 €

- Le tarif enfant s'applique jusqu'à 17 ans révolus au jour de l'inscription ;
- Le règlement de l'activité est dû à l'année, le versement s'effectue en une seule fois, néanmoins une possibilité de verser la cotisation annuelle en deux fois pourra être accordée aux adhérents ;
- Aucun remboursement ne sera possible, toutefois les situations très exceptionnelles justifiées notamment par un certificat médical seront étudiées ;
- Les personnes s'inscrivant en cours d'année régleront au prorata mensuel (calcul sur 10 mois) ;
- En cas de non remplacement de cours annulés du fait de l'organisateur (absence du professeur, travaux...), l'adhérent bénéficiera d'un remboursement correspondant au prorata de ces périodes d'absence ;
- Le personnel communal, les demandeurs d'emploi sassenageois et les étudiants sassenageois bénéficient d'une réduction de 10 % (sur présentation d'un justificatif).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPLIQUER, à compter du 1^{er} septembre 2015 et pour la saison 2015-2016, les tarifs des activités du centre associatif sans augmentation, selon le tableau ci-après ;

Quotient	< 610	611 à 762	763 à 915	916 à 1200	1201 à 1500	1501 à 2000	>2000	Extérieurs
Activités								
Sportives	115€	130€	145€	160€	175€	190€	228€	421.10€
dynamic gym	64.70€	73.10€	81.60€	90€	98.40€	106.80€	128.20€	237.50€
Culturelles	122.20€	138.20€	154€	170€	185.90€	201.85€	242.20€	447.40€
Enfants	104.30€	117.90€	131.40€	145€	158.65€	172.20€	206.65€	382.40€
cours sup.	57.50€	65.05€	72.50€	80€	87.50€	94.95€	113.95€	211.20€

Pour les activités multimédia et artistiques il est proposé des ateliers à la séance de 2 h :

- Initiation logiciel spécifique ;
- Atelier « djumbé, xylophones africains, slam », couture, modélisme, patine et façonnage poterie.

Quotient	< 610	611 à 762	763 à 915	916 à 1200	1201 à 1500	1501 à 2000	> 2000	Extérieurs
Atelier à la séance de 2h	10.80 €	12.20 €	13.70 €	15 €	16.45 €	17.80 €	21.40 €	25.70 €

- Le tarif enfant s'applique jusqu'à 17 ans révolus au jour de l'inscription ;
- Le règlement de l'activité est dû à l'année, le versement s'effectue en une seule fois, néanmoins une possibilité de verser la cotisation annuelle en deux fois pourra être accordée aux adhérents ;
- Aucun remboursement ne sera possible, toutefois les situations très exceptionnelles justifiées notamment par un certificat médical seront étudiées ;
- Les personnes s'inscrivant en cours d'année régleront au prorata mensuel (calcul sur 10 mois) ;
- En cas de non remplacement de cours annulés du fait de l'organisateur (absence du professeur, travaux...), l'adhérent bénéficiera d'un remboursement correspondant au prorata de ces périodes d'absence ;

- Le personnel communal, les demandeurs d'emploi sassenageois et les étudiants sassenageois bénéficient d'une réduction de 10 % (sur présentation d'un justificatif).

16 - DGASP – POLE VIE DE LA CITE - CREATION DE TRANCHES DE QUOTIENTS SUPPLEMENTAIRES POUR LA CATEGORIE « EXTERIEURS » ET MODIFICATION DU CALCUL DES CAMPS ET SEJOURS.

Marie-Frédérique DI RAFFAELE,

VU l'article L.2121-19 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal du 8 juin 2009 instituant une tarification solidaire ;

VU la délibération du conseil municipal du 28 juin 2010 modifiant les tranches de quotient familial ;

VU la délibération du 7 juillet 2011 modifiant le mode de calcul de tarifs de l'ensemble des services à la population utilisant un quotient familial (hors petite enfance) ;

VU la délibération du 3 juillet 2014 instaurant une nouvelle tranche de quotient familial ;

CONSIDERANT les recommandations de la CAF Isère, de créer pour la catégorie « extérieurs » à minima deux tranches de quotient familial distinctes, et ce, pour l'ensemble des centres de loisirs organisés par la Ville ;

CONSIDERANT les tranches de quotients actuels ;

CONSIDERANT la demande de la CAF Isère de ne plus proposer un forfait pour l'organisation des séjours ou camps, mais un tarif à la journée ;

PROPOSE, à partir du 1^{er} septembre 2015, la création de deux tranches de quotients familiaux pour la catégorie « extérieurs » ;

PROPOSE, à partir du 1^{er} septembre 2015, la création d'un tarif par jour et non plus au forfait pour l'ensemble des camps ou séjours organisés par les services de la Ville, déclinés selon les différents quotients familiaux en vigueur ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE VALIDER deux nouvelles tranches de quotients familiaux, « de 0 à 1200 » et « de 1201 à > 2000 », pour l'ensemble de la catégorie « extérieurs » concernant l'ensemble des centres de loisirs organisés par la ville ;

DE PREVOIR, à partir du 1^{er} septembre 2015, le paiement par jour pour l'ensemble des camps ou séjours organisés par la ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE VALIDER deux nouvelles tranches de quotients familiaux, « de 0 à 1200 » et « de 1201 à > 2000 », pour l'ensemble de la catégorie « extérieurs » concernant l'ensemble des centres de loisirs organisés par la ville ;

DE PREVOIR, à partir du 1^{er} septembre 2015, le paiement par jour pour l'ensemble des camps ou séjours organisés par la ville.

Avant d'aborder les questions diverses, M. le Maire présente le vœu que le SMTC prenne en compte l'avis exprimé par les sassengeois en faveur du prolongement du tramway. Ce vœu est approuvé à l'unanimité du conseil municipal.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 03 juillet 2015

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Christian COIGNÉ'. The signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de SASSENAGE' at the top and 'Le Maire' in the center. There is also a small emblem within the stamp. The signature is written in a fluid, cursive style.

Christian COIGNÉ.

Affichage le : 07 juillet 2015